

**La parole de l'enfant
en justice :
on peut certainement mieux
faire !**

Jean-Pierre Rosenczveig,
président du tribunal pour enfants de Bobigny
Président de DEI-France
Angers vendredi 9 octobre 2005

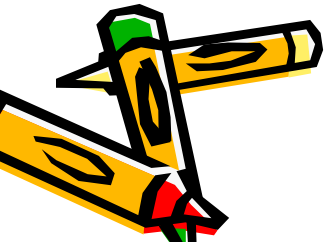


L'actualité du thème : Outreau, un coup d'arrêt ?

- La parole des enfants en accusation : des adultes ont souffert des accusations portées par des enfants
- Pourtant
 - Ces enfants d'Outreau sont d'abord des victimes
 - La faute est d'abord celle d'adultes qui ont pris au comptant cette parole, peut être parce qu'elle les satisfaisait, sans procéder aux vérifications qui s'imposaient
 - Conf. le rapport Vriout
 - En d'autres termes les professionnels ont fait une faute dont les enfants ne doivent pas être tenus pour responsables
- **Angers a montré combien Outreau mettait d'abord en cause les acteurs (policiers, magistrats, experts, etc.) plus que la loi**
- Angers a corrigé Outreau
- Demain plus que jamais : l'enjeu est bien d'entendre les enfants, et pas seulement de les auditionner
- Le cours de l'histoire ne doit pas être endigué par cette affaire et ne le sera pas tellement la dynamique est forte. L'enfant est une personne et toute personne doit être entendue sur ce qui la concerne.

Préliminaire : qu'est-ce qu'un enfant ?

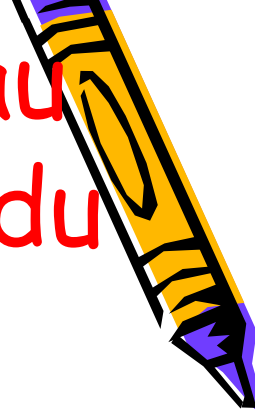
- Toute personne de moins de 18 ans
- Il s'agit d'une définition française
- et désormais internationale



Les enfants cumulent au moins deux difficultés

1. Être enfant : l'*infans* est déjà traditionnellement tenu pour incapable d'exercer ses droits et à tout le moins d'avoir un point de vue sur ses droits
2. Être victime : la victime n'est partie prenante au procès que depuis peu
3. Parfois aussi d'être de sexe féminin :: la provocation
4. Et ne parlons pas du traumatisme de l'agression, de la peur de ce que peuvent déclencher les révélations, etc...

L'accélération de l'histoire au cours de la deuxième partie du XX^e siècle



- 1945 : L'enfant auteur d'actes de délinquance
- 1958 : l'enfant maltraité
- 1987 : l'enfant sujet civil
- 1998 : l'enfant victime

Accélération dans la dernière période du fait de la CIDE (art. 12)

Le travail militants (COFRADE^o et le travail des professionnels (MELANIE, Carole Mariage)

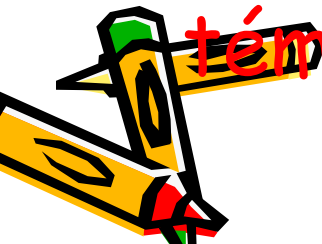


Trois préoccupations

1. Quand l'enfant pourra-t-il s'exprimer personnellement en justice et pas seulement être représenté ?
2. Comment recueillir cette parole ?
3. Quelle portée accorder à cette parole ?

Remarque liminaire : droit à la parole et droit au silence

- Dimension essentielle trop souvent négligée
- Pointée dès 1989 dans le rapport du Conseil d'Etat sur l'état des droits des enfants (Paul Boucher)
- C'est donc **une possibilité**, mais **pas une obligation de parler ou de témoigner**





- I -

Quand ?



1-1. L'enfant auteur d'actes de délinquance

- Difficile de développer une démarche sans l'intéressé, il s'agit même de le mobiliser
- Rappel : en France un enfant peut être tenu pour pénalement responsable à partir de 7-8 ans; mais il ne pourra pas se voir infligé de peine avant 13 ans (mesures éducatives à partir de 7 ans, des sanctions éducatives à partir de 10 ans)
- L'enfant sera largement entendu par la police et par la justice (il ne doit pas séjourner au commissariat avant 10 ans). Depuis 2000 son audition à la police peut être enregistrée
- Mais le juge peut l'exclure de telle ou telle partie de l'audience de cabinet ou du tribunal pour enfants s'il tient ce qu'il peut entendre comme dangereux

1-2 L'enfant en danger devant le juge des enfants

- Non seulement l'enfant peut et même il doit être entendu personnellement par le juge des enfants, mais il peut saisir le juge des enfants pour dire qu'il est en danger (alors qu'il est incapable)
- Le juge peut cependant estimer sa présence inopportune et ne pas le recevoir
- Sa présence s'impose le plus souvent puisqu'il s'agit de recueillir son adhésion

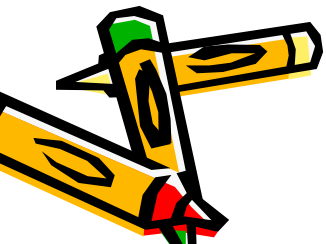


1-3. L'enfant et les procédures civiles

- Avancée historique de 1987 dans la procédure de divorce étendue en 1993 : le point de vue de l'enfant doit être recueilli dans toutes les procédures qui le concernent (art. 290-3 et 288-1 C.civ)
- Mais même pour l'enfant de plus de 13 ans d'aucune manière il ne s'agit d'un droit, mais d'une simple possibilité. Le juge peut s'y refuser. C'est donc un vrai « faux-droit », une possibilité et pas un droit à être entendu

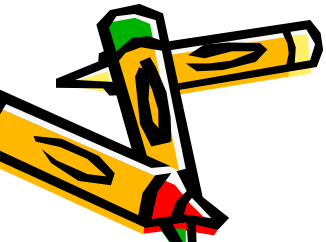
1-4 L'enfant victime de violences

- A tout âge
- La loi du 17 juin 1998 :
 - des avancées réelles
 - mais sans réelle préparation et sans suivi, d'où de nombreux blocages
- Ex. : le taux de refus anormalement important des enfants à être « filmés », etc.



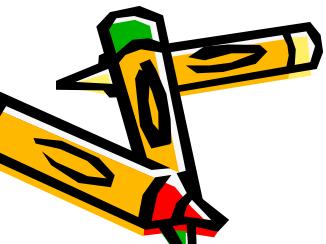
L'enfant témoin d'infraction

- Tout enfant peut être entendu
- Dès lors qu'il a le discernement
 - Quid du discernement ?
- Il ne prêterera pas serment avant 16 ans



- II -

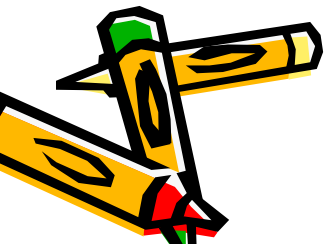
Les conditions de l'audition de l'enfant



L'enfant victime : des progrès à accomplir

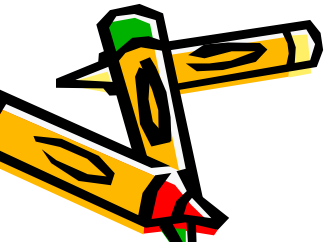


- La circulaire du 2 mai 2005
- L'audition à la police
- 1. L'accompagnement par **une tierce personne (art. 706-53 CPP)**
- 2. La défense de ses intérêts
- - Eventuellement **un administrateur ad hoc** en charge de la défense (art. 706-50 CPP)
 - Qui le désigne ?
 - Qui est-il ?
 - Quels sont ses pouvoirs?
- **Un avocat**



L'enfant dans la procédure civile

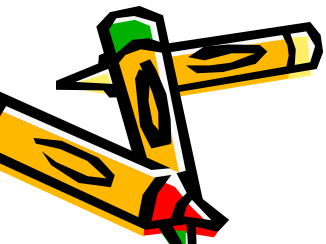
- Entendu personnellement par le juge
 - Les réticences des magistrats
 - Procès-verbal ou pas ?
- Entendu par un service social





- III -

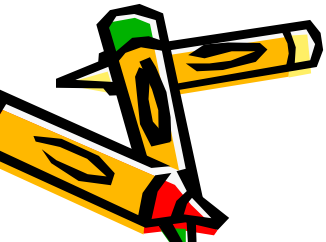
Quelle est la portée
de la parole de
l'enfant ?



S'agissant de la procédure civile

Avis ou accord ?

- En général : un simple avis
- De temps en temps dans dezs cas prévu par la loi : un accord
- Ou un droit de veto



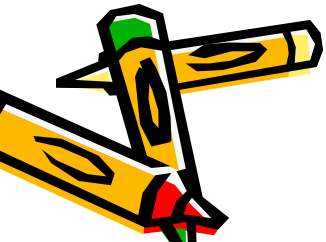
En matière pénale

L'enfant auteur

- Le droit de l'enfant poursuivi de mentir comme un adulte

L'enfant auteur

- Le droit de l'enfant victime de dire sa vérité
- Cette parole doit être contextualisée
- Attention au mythe de la vérité qui sort de la bouche des enfants, mais derrière des reconstructions il y a des vérités



Conclusion

- 12/20 : peut mieux faire
- Nous disposons d'une réelle marge de manœuvre pour veiller à une meilleure prise en compte de la parole des enfants
 - Des avancées juridiques
 - De bonnes pratiques
 - Une formation
 - Une meilleure articulation

Les évolutions tiennent peut être dans la loi mais surtout dans les têtes

- Dans la loi : le principe du droit d'être entendu par l'enfant qui le demande doit être posé
- Dans les têtes : les blocages pour les enfants victimes

